



Conférence internationale
Co-organisée par l'Institut Veolia Environnement et
l'Agence Française de Développement

« *Concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement :
quelles solutions innovantes?* »

27-28 juin 2011

Maison de la Chimie
Paris, France

Présentation

La pauvreté et la dégradation de l'environnement cohabitent de plus en plus souvent dans les différentes parties du monde et chacun de ces deux problèmes peut à tour de rôle devenir la cause de l'autre. Comme la population mondiale atteindrait les 9 milliards en 2050, dont près de 2 milliards en Afrique, les demandes et les besoins augmenteraient aussi, obligeant les sociétés à s'adapter et à définir de nouveaux modèles de développement et de croissance. Elles devront de plus en plus faire appel à une utilisation rationnelle des ressources et développer une économie sobre en carbone. Ainsi face à la complexité et à l'interdépendance de ces deux problématiques majeures, lutte contre la pauvreté et préservation de la qualité de l'environnement, une analyse de leurs interactions offrira des perspectives de solutions nouvelles, innovantes, et créera de réelles opportunités.

En fait, la pauvreté prend des formes différentes que l'on soit en France, au Mali ou en Inde. Si l'objectif ultime pour les femmes et les hommes est d'être respectés comme des êtres humains à part entière, avec dignité, sortir de la pauvreté signifie aussi pouvoir se nourrir, s'instruire, se loger, se soigner et avoir accès à des services essentiels : eau, énergie, électricité. Pour que les populations bénéficient de ces services essentiels, des mutations économiques sont indispensables pour créer plus de richesses et aboutir in fine à une amélioration de leurs conditions de vie. La diversité des développements suivis par les peuples de la terre conduit à une multitude de types de pauvreté, auxquels s'ajoutent d'autres paramètres, possibles éléments aggravant, comme les facteurs environnementaux. Il est utile de s'interroger sur la pertinence de solutions adaptées qui prennent en compte les dimensions environnementales.

Aujourd'hui la préservation de l'environnement apparaît comme une composante essentielle d'un développement durable. L'être humain, de par ses interactions avec son environnement naturel, devra évoluer pour faire face aux nouvelles contraintes à l'échelle internationale : ressources naturelles limitées et fragilisées, perte de la biodiversité, territoires finis avec compétition entre leurs usages, besoin de nouvelles sources d'énergie, pression démographique particulièrement en milieu urbain et changement climatique.

Alors, pour la survie des populations et de la planète, n'apparaît-il pas nécessaire de mener une réflexion sur cette approche intégrée et sur les moyens économiques qui permettraient une transition efficace pour répondre au double objectif de concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement ?

Dans ce contexte, des questions prioritaires émergent, telles que :

- La réduction de la vulnérabilité des populations pauvres face aux risques climatiques.
- L'amélioration des conditions de vie des populations pauvres à travers la préservation de la biodiversité et la valorisation durable du capital naturel
- La maîtrise de l'impact humain sur l'environnement contribuant à l'amélioration de la qualité de vie des plus démunis et en particulier de la santé
- La place du développement économique dans les politiques globales et locales de lutte contre la pauvreté et de préservation de l'environnement.
- Les innovations dans les modes de financement et dans les formes de coopération entre acteurs.

Dans l'anticipation des tendances qui modèleront le monde dans les années à venir, des projets économiques viables intégrant les actions de lutte contre la pauvreté et celles de gestion durable de l'environnement apparaissent comme des priorités à l'échelle planétaire. La plus grande partie de la population mondiale grandira dans les villes des pays en développement et les enjeux pour cette population seront énormes (habitat, alimentation, santé, éducation, etc.).

La mobilisation de tous les acteurs, Etats, organisations internationales, ONG, entreprises, fondations philanthropiques, communautés scientifiques, est nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre de nouvelles politiques et des instruments efficaces et durables de lutte contre la pauvreté dans un contexte de fragilisation de l'environnement.

Si le sujet se pose comme un défi global, les réponses locales, au plus près des populations, sont indispensables. La coopération entre tous ces acteurs, la pérennisation d'activités économiques innovantes, le maintien des sources de financement existantes, le développement de projets locaux et le retour d'expérience devront être au cœur des réflexions et décisions pour l'avenir.

Ce constat appelle une réflexion sur les solutions qui seront imaginées pour répondre à ces défis. Aujourd'hui, on assiste à un questionnement des modèles économiques existants, appelant une valorisation et une meilleure prise en compte des retours sociaux et environnementaux, tout comme des bénéfices de long terme. A cela s'ajoute l'évolution des systèmes d'aides utilisés jusqu'alors que ce soit par rapport à leur montant, à leur allocation et à leur évaluation.

De plus, de nouvelles formes de coopération et de partenariat entre acteurs sont en train d'émerger, motivées par un meilleur partage des risques et une plus grande prise de conscience, voire de responsabilité. Pour ce qui est des ressources financières, compte tenu du contexte actuel de crise économique, elles devraient être réorientées vers des projets de développement qui intègrent les dimensions économique, sociale et environnementale. Cette meilleure allocation des fonds disponibles doit s'accompagner de nouvelles sources de financement par l'intermédiaire d'autres acteurs, capables d'agir comme des leviers en proposant des ressources additionnelles.

Après le Sommet sur l'état d'avancement, jugé insuffisant, des Objectifs du millénaire pour le développement de New York (septembre 2010), le Sommet de Cancun sur le Climat (décembre 2010) abordé avec un optimisme prudent après les résultats de Copenhague (décembre 2009), la Conférence « Pauvreté-Environnement » prend toute sa place dans l'agenda international. Elle offrira une occasion supplémentaire de dialogue sur les questions de développement et d'environnement un an avant la grande échéance du Sommet de la Terre Rio+20.

Objectif de l'événement

La Conférence vise à exposer, illustrer et débattre des approches et des initiatives globales et locales permettant de concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement, en s'appuyant sur des points de vue scientifiques, politiques et de praticiens. A travers des expériences concrètes, cette Conférence vise se faisant à promouvoir des bonnes pratiques et faire émerger des recommandations pour les acteurs et les décideurs.

Principales attentes

- Sensibiliser aux nouvelles contraintes et opportunités qui émergent de l'analyse conjointe pauvreté/environnement
- Partager des expériences concrètes menées dans différents contextes géographiques, économiques et politiques ayant permis de concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement.
- Fournir une plateforme de dialogue approfondi entre gouvernements, décideurs, experts scientifiques, ONG, entreprises, institutions multilatérales et représentants de la société civile.
- Mobiliser et sensibiliser sur les formes de coopération entre acteurs ou entre zones géographiques.
- Faire connaître plus largement une recherche scientifique et des expériences terrain de qualité de manière à doter les parties, intéressées au dialogue et en quête d'orientations claires, de bases factuelles plus solides.
- Contribuer à la formulation de politiques et de programmes d'actions relatifs au thème de la Conférence.

Public

Le développement durable et la lutte contre la pauvreté sont au cœur des préoccupations tant politiques que scientifiques ou associatives. C'est la raison pour laquelle le public visé sera assez large et regroupera à la fois le milieu académique et scientifique, les ONG, les agences d'aide multilatérales et bailleurs de fonds, les instances nationales, européennes et internationales ou encore les décideurs politiques et les entreprises. Sans oublier les étudiants de différents masters de développement.

500 à 600 personnes sont attendues.



ORGANISATEURS, PATRONAGE et PARTENAIRES

Organisateurs

AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

> Institution financière, l'Agence Française de Développement (AFD) est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission : participer au financement du développement.

Grâce à la large gamme d'instruments financiers qu'elle a su développer et enrichir, l'AFD soutient les pouvoirs publics, le secteur privé et les réseaux associatifs locaux pour la mise en œuvre de projets économiques et sociaux très divers. Elle intervient ainsi dans cinq continents et dans les collectivités d'Outre-mer.

> Ses actions en faveur de la croissance économique et de la préservation de l'environnement s'inscrivent directement dans le cadre des Objectifs du Millénaire (OMD). Ces objectifs de développement prioritaires ont été définis en 2000 par les Nations unies, visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

> L'AFD contribue également à la préservation des biens publics mondiaux et peut répondre à des situations de crise. Elle développe aussi des partenariats financiers et intellectuels avec d'autres bailleurs de fonds et s'attache à promouvoir l'influence française dans la sphère du développement.

> Au plus près du terrain en Afrique, en Asie, dans le pourtour méditerranéen, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et dans l'Outre-mer, l'AFD intervient avec efficacité et réactivité grâce à son réseau d'agences et à ses différentes filiales. Le Groupe AFD, c'est plus d'un millier d'agents qui mettent chaque jour leurs compétences, leur savoir-faire et leur engagement au service du développement.

Contact: Mr Bertrand CHARRIER charrierb@afd.fr ou site internet: www.afd.fr



INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT

> L'Institut Veolia Environnement (France) est une association à but non lucratif créée en septembre 2001. Institut de prospective environnementale, il entend mettre en évidence certaines tendances prépondérantes dans le domaine de l'environnement et, plus largement, du développement durable et proposer une plate-forme de dialogue et d'échanges avec le milieu académique, les organisations institutionnelles et les différentes composantes de la société civile.

> L'Institut s'appuie sur le Comité de Prospective, instance centrale qui guide ses réflexions. Les 7 membres de ce Comité sont : Helene Ahrweiler, Harvey Fineberg, Pierre Marc Johnson, Philippe Kourilsky, Rajendra K. Pachauri, Mamphela Ramphela and Amartya Sen.

Pour mener à bien sa mission, l'Institut développe 3 outils : un programme de recherche mené avec des partenaires académiques, deux publications, S.A.P.I.EN.S, journal multidisciplinaire scientifique sur l'environnement et FACTS Reports, dédié aux actions de terrain. Son troisième instrument est le programme de Conférences de Prospective environnementale en France et à l'international.

> Organisées conjointement avec des partenaires qualifiés, ces manifestations ont pour objet de créer un lieu de débat et de sensibiliser le milieu universitaire, les organisations institutionnelles et la société civile sur ces orientations majeures.

Contact: Mlle Ludvine HOUSSIN ludvine.houssin@institut.veolia.org ou site internet: www.institut.veolia.org



Patronage

La conférence bénéficie du patronage du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie



Partenaires associés

UICN

L'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, aide à trouver des solutions pratiques aux problèmes de l'environnement et du développement les plus pressants de l'heure. L'UICN œuvre dans les domaines de la biodiversité, des changements climatiques, de l'énergie, des moyens d'existence et lutte en faveur d'une économie mondiale verte, en soutenant la recherche scientifique, en gérant des projets dans le monde entier et en réunissant les gouvernements, les ONG, l'ONU et les entreprises en vue de générer des politiques, des lois et de bonnes pratiques.



WBSCD

Le WBSCD (World Business Council for Sustainable Development) regroupe quelques 200 entreprises internationales unies par leur engagement commun en faveur d'un développement durable. Le conseil est un catalyseur d'innovation et de croissance durable, dans un monde où les ressources naturelles sont de plus en plus limitées. Le Conseil agit comme une plateforme pour les entreprises membres pour échanger des expériences et bonnes pratiques sur leurs activités liées au développement durable ainsi que leurs mises en oeuvre, en collaborant avec des Gouvernements, ainsi qu'avec des Organisations Non Gouvernementales et Intergouvernementales. Les membres viennent de plus de 35 pays et 20 grands secteurs industriels, et représentent USD 7 milliards de revenus annuels. Le Conseil bénéficie également d'un réseau mondial de 60 conseils nationaux et d'organisations partenaires, dont la majorité sont dans des pays en développement.



IPRCC - International Poverty Reduction Center in China

L'International Poverty Reduction Center in China (IPRCC) a été créé conjointement par le gouvernement chinois, le PNUD et d'autres organisations internationales en décembre 2004.



L'IPRCC est une institution internationale de lutte contre la pauvreté affiliée à la LGOP. Le Président chinois Hu Jintao a déclaré en septembre 2005 lors du 60^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies : "L'IPRCC à Beijing a été créé dans le but de contribuer à l'éradication de la pauvreté dans le monde."

Dans le cadre de ses missions qui visent à développer des recherches sur la réduction de la pauvreté ; partager des expériences de développement ; mettre en place des programmes de formation et d'étude supérieure ; promouvoir des échanges internationaux et la coopération Sud-Sud, l'IPRCC a déployé une série d'activités et a publié plus de 30 livres en chinois et en anglais.

www.iprcc.org

Avec la contribution de

IDGM – Initiative pour le Développement de la Gouvernance Mondiale (IDDRI-FERDI)

En 2007, l’Iddri et la Ferdi ont décidé de conjuguer leur action de think tank dans le cadre de l’« Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale » (IDGM). Cette initiative, soutenue par les pouvoirs publics français a pour objectif de créer une capacité de réflexion et d’analyse sur le développement économique et les biens publics mondiaux, d’appuyer la recherche relative à des problématiques et enjeux, pratiques de développement souvent imbriqués et/ou contradictoires, et de favoriser en ce domaine une rénovation de la pensée scientifique conduisant à des recommandations pour de nouvelles politiques.



Chaire Social Business, Entreprise et Pauvreté HEC

Cette Chaire d’enseignement et de recherche créée en 2008, avec le soutien de Danone et Schneider Electric, a pour mission:

- De contribuer à former une nouvelle génération de managers conscients des défis sociétaux et désireux d’y apporter une réponse;
- De développer une recherche de qualité sur les innovations stratégiques à portée sociétale : recherche théorique, recherche appliquée et recherche action, écriture de cas pédagogiques sur le social business et des exemples concrets d’entreprises contribuant à lutter contre la pauvreté.
- De mener de la Recherche/Action sur des initiatives d’économie inclusive dans les pays développés portant essentiellement sur les expérimentations conduites dans le cadre de l’Action Tank Entreprise et Pauvreté

